

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Lycée professionnel agricole de Lébamba : cet éléphant blanc mué en serpent de mer

TOUJOURS annoncée mais jamais effective, l'ouverture de cet établissement a de quoi susciter des interrogations.

Olivier NDEMBI
Lébamba/Gabon

DES bâtiments administratifs dotés de splits. Des salles pédagogiques équipées et livrées à dame nature. Des halls recouverts de fientes. Des oiseaux voltigeant au-dessus des toitures et semblant être sortis de leur quiétude par des visiteurs inattendus. Des baies vitrées éventrées par endroits. Une vaste cour récemment délivrée de la broussaille qui l'envahit au quotidien. Depuis 2013, année d'achèvement des travaux de cet établissement public, le lycée professionnel agricole de Lébamba est toujours dans l'attente de ses premiers occupants. Point de nomination du proviseur et de ses collaborateurs, aucune affectation du personnel enseignant, quoique l'électricité et l'eau courante y fassent encore défaut. Plusieurs fois annoncée par le gouvernement, l'ouverture de ce lycée, sans nul doute le plus bel investissement public de la Louetsi-Wano, est devenue un serpent de mer. "On a vu venir ici les ministres Ida Reteno Assonouet, Florentin Mousavou, Biendi Maganga Moussavou, et bien d'autres. Et chaque fois que ces autorités repartaient, elles tenaient le même discours

: le lycée agricole de Lébamba va ouvrir ses portes dans les jours ou semaines à venir. Mais voilà quasiment huit ans que ça dure et toujours rien !", explique un fonctionnaire au crâne dégarni, semble-t-il très au fait de ce dossier.

Les travaux de l'établissement entamés en 2010 par Saba, une entreprise gabonaise, se sont achevés trois ans plus tard. Depuis lors, "on ne sait plus combien de personnalités ont visité ce lycée, promettant chaque fois de tout mettre en œuvre pour un démarrage imminent des activités en son sein", indique Georges, un habitant du quartier Imenou-Poungou, qui abrite le célèbre lycée agricole. Une autre source révèle qu'au départ, cette structure scolaire était censée désengorger l'actuel lycée Daniel Didier Roguet, confronté à une insuffisance de structures d'accueil. "De là, on est passé au lycée professionnel agricole", explique-t-on. Ainsi, lors de la réception des clés



Des bâtiments du lycée agricole de Lébamba toujours non fonctionnels près de 10 ans après la fin de

des bâtiments en juin 2017 par Florentin Moussavou, alors ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement technique, le lycée agricole de Lébamba avait été présenté comme un laboratoire chargé de délivrer des formations dans les domaines tels que l'agro-pastoral, la conduite et la maintenance des engins agricoles, l'entretien et l'outillage agricole, la conception des semences, etc. En fait, tout ce qu'il faut comme connaissances pointues dans les métiers de la terre.

Il était également dit que pour atteindre cette noble ambition, l'établissement bénéficierait de l'encadrement technique d'Olam Gabon, que l'on décrivait alors comme une entreprise disposant d'une "expertise avérée" sur ces questions. En outre, précisait le ministre Moussavou, les élèves accéderaient à cet établissement par voie de concours après la classe de 3e, et en ressortiraient nantis de baccalauréats professionnels.

L'autorité ministérielle n'excluait d'ailleurs pas, dans le cas où le

pari s'avérerait payant, l'éventualité de poursuivre les formations jusqu'à un niveau universitaire, à l'instar du Brevet de technicien supérieur (BTS). Mais trois ans plus tard, toutes ces idées semblent avoir été rangées dans un tiroir de bonnes intentions. Entre-temps, arrive Biendi Maganga Moussavou à la tête du ministère de l'Agriculture. Ce dernier, comme ses prédécesseurs, décide en 2018 de dresser l'état des lieux à la faveur d'une visite guidée. Et au sortir de cette tournée dans la Louetsi-Wano, il promet de faire de l'ouverture du lycée agricole son cheval de bataille. Des dates sont même annoncées, mais celles-ci demeurent nulles et sans effet sur le terrain.

En avril 2019, en pleine commune d'Akanda, le même Biendi Maganga Moussavou présente aux bailleurs de fonds et aux acteurs du secteur, la nouvelle Stratégie de développement du secteur agricole. Une stratégie qui, dira-t-il, passe par la réforme de la formation agricole consistant, entre autres, en l'ouverture du

lycée de Lébamba. Le ministre affirmera également œuvrer à la remise à niveau de certaines installations ayant subi des actes de vandalisme.

De plus, ses équipes s'activeraient pour le règlement des questions de logements des enseignants et des élèves, ainsi que des connexions en eau et électricité qui font défaut à l'établissement. Mieux, le ministre de l'Agriculture va même solliciter un partenariat avec le Maroc pour la formation des agripreneurs au lycée agricole de Lébamba. Mais depuis lors, et bien que la future structure de formation soit aujourd'hui connue même au-delà des frontières nationales, les Louvanois attendent toujours la matérialisation de ces beaux discours sur le terrain.

Et, si le gouvernement est appelé ici à prendre ses responsabilités en vue de l'ouverture effective du lycée, des sources attribuent ce blocage à des rivalités politiques internes à un même camp. Toute la question est, cependant, de savoir à qui profite cet éléphant blanc érigé à Imenou-Poungou.

Photo: Olivier Ndembi

Photo: Olivier Ndembi



s travaux.

Qu'en pense le gouvernement ?



Photo: Olivier Ndembi

Des salles de classe du lycée agricole de Lébamba.

ON
Lébamba/Gabon

LE lycée professionnel agricole de Lébamba est érigé sur une superficie d'environ 10 000 mètres carrés. Il comporte 11 bâtiments répartis sur 3 zones distinctes : une zone de classes de 6 bâtiments (21 salles de classe, 4 laboratoires scientifiques), une infirmerie et un foyer ; une zone administrative comprenant des bureaux, dont une salle des profs. Et, enfin, un compartiment d'aires de jeux

divers, qui abrite également le logement du chef d'établissement. Non fonctionnel depuis la fin des travaux en 2013, l'établissement est exposé aux vandales, qui ont détruit une bonne partie des baies vitrées et emporté du matériel. Si les autorités locales y initient, de temps à autre, des opérations de désherbage, il convient de dire que le lycée professionnel agricole de Lébamba mérite aujourd'hui toute l'attention du gouvernement, qui devrait clairement décider de son sort.

Jean Mboumba rentrera-t-il dans ses fonds ?



ON
Lébamba/Gabon

INEXPLICABLE est la situation qui oppose l'administration à Saba, l'entreprise qui a construit le lycée agricole de Lébamba. Contacté il y a quelques jours, c'est à peine si Jean Mboumba a voulu parler de cette réalisation dont il a entièrement préfinancé les travaux, l'Etat n'ayant assuré que la partie des études. En 2013, au terme des travaux de construction, il s'attend à être payé. Mais quelle ne fut pas sa surprise de constater que ceux qui avaient en charge de le faire, côté étatique, n'honorent pas leurs engagements. L'entreprise refuse donc de livrer le chantier.

Il faudra attendre 2014 lorsque la ministre Ida Reteno Assonouet, alors en charge de l'Education

Contacté il y a quelques jours, c'est à peine si Jean Mboumba a voulu parler de cette réalisation dont il a entièrement préfinancé les travaux, l'Etat n'ayant assuré que la partie des études.

à assurer l'entretien et le gardiennage du site. Mais l'argent ne venant toujours pas, et compte tenu du coût de l'entretien

nationale, se rend sur les lieux pour une visite guidée des installations. Des engagements sont alors pris. Entre-temps, l'entreprise Saba, qui espère bientôt passer à la caisse, continue

qui commençait à peser sur lui, M. Mboumba décide en 2016, malgré le défaut de paiement, de remettre les clés du complexe au nouveau ministre de l'Education nationale, Florentin Moussavou.

Pour l'entrepreneur, qui est d'ailleurs un fils de la localité et qui estime que l'Etat finit toujours par payer, il est hors de question de priver ses jeunes compatriotes d'un tel cadre d'apprentissage. Près d'une décennie plus tard, non seulement ce dernier n'est toujours pas rentré dans ses fonds, mais en plus, il ne comprend pas que cet investissement dédié à la jeunesse ne soit toujours pas fonctionnel et se détériore sous le regard complice de tous.